

## Évolutions monétaires à Mayotte au 31 mars 2013

### ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Les principaux indicateurs conjoncturels témoignent d'une nouvelle amélioration de l'économie mondiale au cours du premier trimestre 2013, malgré la persistance de nombreux signes de fragilité.

Selon les projections du Fonds Monétaire International (FMI), la croissance mondiale devrait s'établir à 3,25 % en 2013, après 3,2 % en 2012. L'activité des pays émergents continuerait de s'accélérer, tandis que les pays avancés connaîtraient des rythmes d'évolution divergents. Aux Etats-Unis la croissance atteindrait 1,9 %, soutenue par une demande privée vigoureuse, alors que dans la zone euro l'activité se contracterait de 0,3 %.

D'après les premières estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro s'est replié de 0,2 % au cours du premier trimestre 2013, pénalisé par la consommation des ménages et l'investissement privé. La France a connu une baisse similaire, alors que le PIB allemand a légèrement progressé sur 3 mois (+0,1 %).

Dans ce contexte, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne (BCE) a décidé lors de sa réunion du 2 mai 2013 d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,5 %, ainsi que celui de la facilité de prêt marginal de 50 points de base, à 1 %. Le taux de la facilité de dépôt est demeuré inchangé à 0 %. Au cours de la conférence de presse qui a suivi, le Président de la BCE a estimé que « les risques entourant les perspectives économiques dans la zone euro demeurent orientés à la baisse », soulignant « la possibilité d'une demande intérieure et d'une demande mondiale encore plus faibles que prévu ».

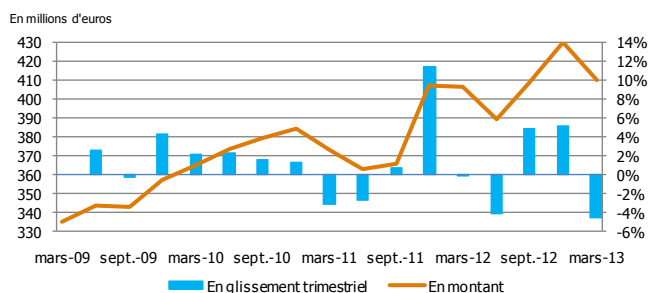
### UNE SITUATION FINANCIÈRE EN REPLI EN DÉBUT D'ANNÉE

Après un second semestre 2012 laissant entrevoir les premiers signes du redressement de l'activité bancaire mise à mal par le conflit social de fin 2011, le début d'année 2013 affiche des indicateurs financiers globalement mal orientés, tant pour l'épargne collectée que pour les crédits octroyés à la clientèle.

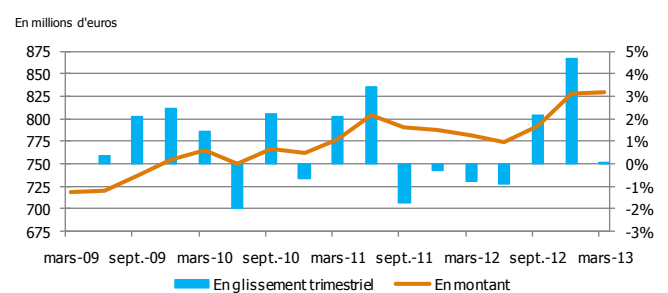
En effet, la collecte d'épargne s'inscrit en baisse (-4,6 % au premier trimestre), pénalisée par la contraction (-10 %) de l'encours des placements indexés sur les taux de marché (comptes à terme et certificats de dépôt essentiellement) détenus par les entreprises, et accentuée par un important retrait de disponibilités auprès d'un établissement de crédit installé localement.

Les encours de crédit consentis à l'économie sont figés (+0,02 %, soit +0,2 million d'euros sur les trois premiers mois de l'année). La timide progression observée dans les financements aux collectivités est contrebalancée par le repli observé sur les concours accordés aux ménages.

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



# UNE ACTIVITÉ DE FINANCEMENT QUI S'ESOUFFLE

## Stagnation du financement des entreprises en début d'année

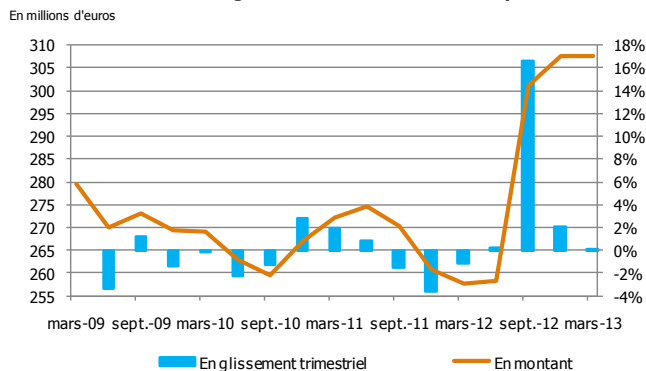
Avec +0,1 million d'euros au premier trimestre (soit +0,05 %), **l'endettement bancaire des entreprises** est stable après avoir augmenté de 6,2 millions d'euros au trimestre précédent (soit +2,1 %). Entre mars 2012 et mars 2013, les concours aux entreprises sont cependant en forte progression (+49,8 millions d'euros, soit +19,3 %, en lien notamment avec la réalisation d'investissements conséquents dans le secteur de l'énergie).

Avec 218,6 millions d'euros d'encours à fin mars 2013, **les crédits d'investissement**, qui représentent plus de 71 % des crédits aux entreprises, se contractent de 2,6 millions d'euros, soit -1,1 % (après +15 millions d'euros, soit +7,3 % au dernier trimestre 2012).

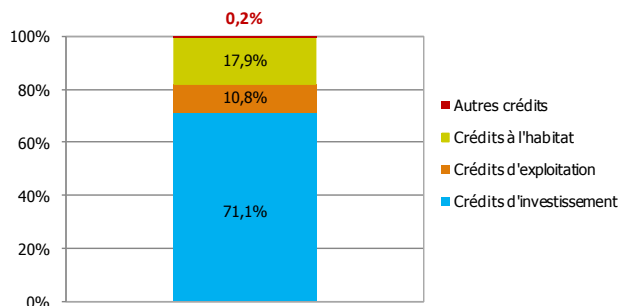
**Les crédits d'exploitation** quant à eux sont de nouveau en repli en début d'année (-1,4 million d'euros, soit -3,9 %, après -5,9 % le trimestre précédent) et s'établissent à 33,2 millions d'euros au premier trimestre 2013. Sur un an, l'évolution est de -4,9 %. L'encadrement plus strict des conditions de découvert, consécutives à la crise financière internationale, a largement réduit les autorisations de découverts notamment. Le montant des comptes ordinaires débiteurs a été divisé par trois en 2010 et ne s'est pas relevé depuis.

Stimulé par les programmes de construction de sièges sociaux de grandes entreprises locales ainsi que ceux de logements locatifs et sociaux, **les crédits immobiliers** consentis aux entreprises sont les seuls à progresser au premier trimestre 2013, avec +4,3 millions d'euros (+8,4 %).

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises

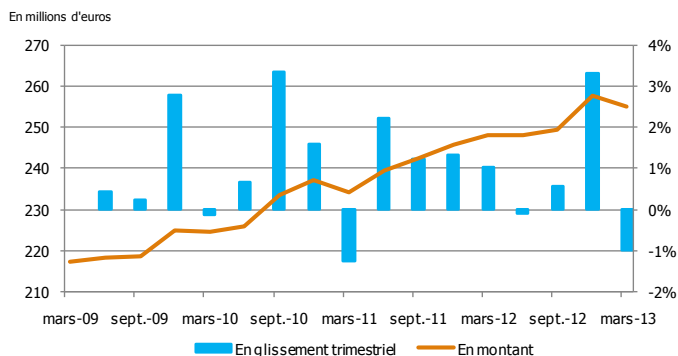


## Recul des crédits aux ménages

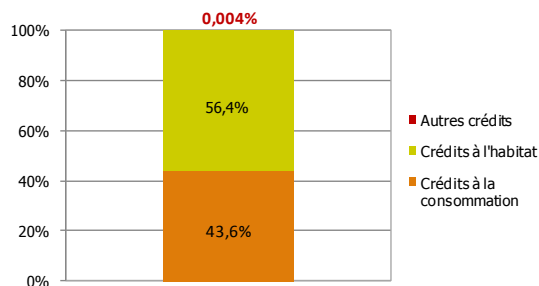
**Les concours consentis aux ménages** s'inscrivent en baisse au premier trimestre 2013 (-1%, soit -2,6 millions d'euros), ceci après avoir enregistré une augmentation marquée au quatrième trimestre (+3,3 %). Leur progression sur un an voit son rythme ralentir (+2,8 % après +4,9 % en décembre 2012) et l'encours sur la période s'étoffe de 6,9 millions d'euros.

Pour la première fois depuis deux ans, **le financement de l'habitat** des ménages, traditionnellement porteur sur la place, se contracte au cours du premier trimestre (-1,1 %, soit -1,7 million d'euros, après +6,8 % au quatrième trimestre). Sur douze mois il s'inscrit toutefois en hausse avec +8,2 % (soit +10,9 millions d'euros).

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



Egalement en berne, **le financement de la consommation** des ménages fléchit pour le quatrième trimestre consécutif (-0,8 %, soit -0,9 million d'euros). En glissement annuel, les crédits à la consommation des ménages continuent également de s'inscrire en recul (-3,4 %). L'encours des crédits à la consommation s'établit à 111,3 millions d'euros au 31 mars 2013.

## Timide progression des crédits aux collectivités locales

Les **crédits consentis aux collectivités locales** croissent modérément au premier trimestre 2013 (+1,1 million d'euros, soit +0,6 % après +5,5 % au cours du trimestre précédent). Cette évolution est permise grâce à l'octroi d'une ligne de trésorerie de 5 millions d'euros à une collectivité qui fait bondir de plus de 30 % l'encours global des crédits d'exploitation (qui, avec 10,5 millions d'euros, ne représente que 6,1 % de l'ensemble des engagements sur les collectivités locales). Avec 161,8 millions d'euros au 31 mars 2013 soit 93,6 % de l'ensemble, les crédits d'équipement s'inscrivent en repli de 0,8 % au premier trimestre (soit -1,3 million d'euros), ceci après +5,4 % précédemment.

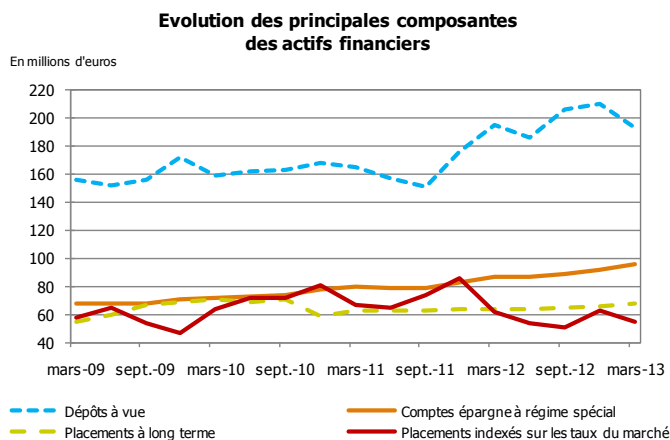
## Une sinistralité qui progresse de nouveau

Les **créances douteuses brutes** portées par les établissements de crédit installés localement enregistrent une nouvelle remontée au premier trimestre 2013 (+2,4 % après +44,5 % au quatrième trimestre 2012). Elles s'établissent à 46,3 millions d'euros à fin mars 2013 et représentent désormais 7,2 % du total des concours bruts consentis par les établissements de la place.

## REPLI DE LA COLLECTE GLOBALE EN DÉBUT D'ANNÉE

Après deux trimestres de progression soutenue (+4,9 % et 5,2 % respectivement au 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> trimestre 2012), **les actifs financiers détenus par les agents économiques mahorais** s'inscrivent en repli au premier trimestre 2013 avec -4,6 %. Ils s'établissent ainsi à 410,1 millions d'euros, en progression cependant de +0,9 % sur un an.

La contraction observée concerne en premier lieu **les dépôts à vue** (-17 millions d'euros, soit -8,1 %) mais également **les placements liquides** (-4,3 millions d'euros, soit -2,8 %). A l'inverse, **l'épargne à long terme** affiche une croissance de 2,3 % qui se traduit par une progression de 1,5 millions d'euros.

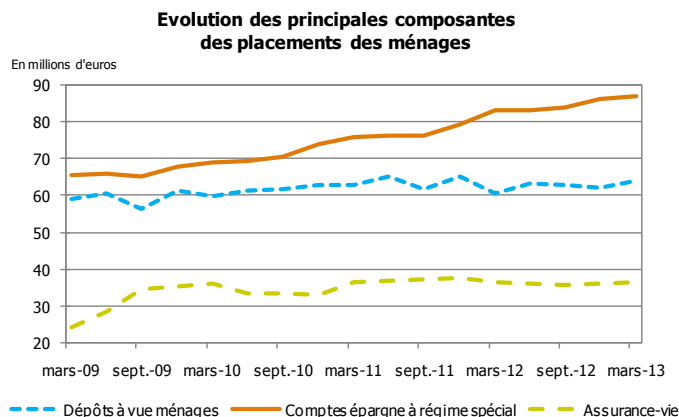
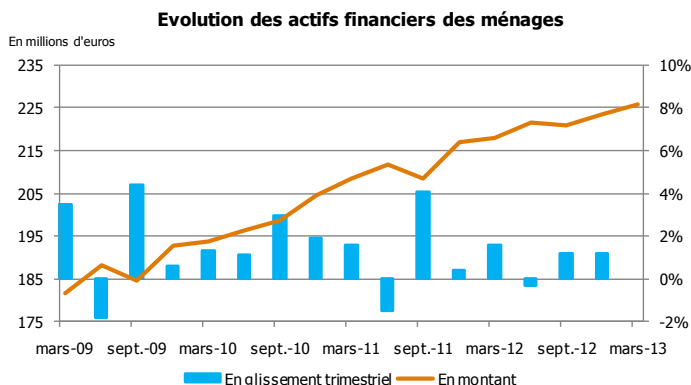


## Progression de l'épargne des ménages

Comme observé en fin d'année 2012, **les placements des ménages** progressent de nouveau (+1,2 %).

Les placements bénéficient de la progression des **dépôts à vue** (+2,2 millions d'euros, soit +3,5 %) mais aussi de l'augmentation régulière de la collecte sur le livret A (+5,5 % après +15,5 % au dernier trimestre 2012), encouragée par les relèvements de plafonds intervenus en fin d'année.

**L'épargne longue** contribue également à la progression d'ensemble (+1,6 million d'euros, soit +2,4 %), notamment grâce à la collecte sur les plans d'épargne logement et, dans une moindre mesure, sur l'assurance-vie (respectivement +3 % et +1,5 %). Ces douze derniers mois, les ménages mahorais ont accru leurs dépôts auprès des établissements de crédit de 8 millions d'euros (soit +3,7 %).

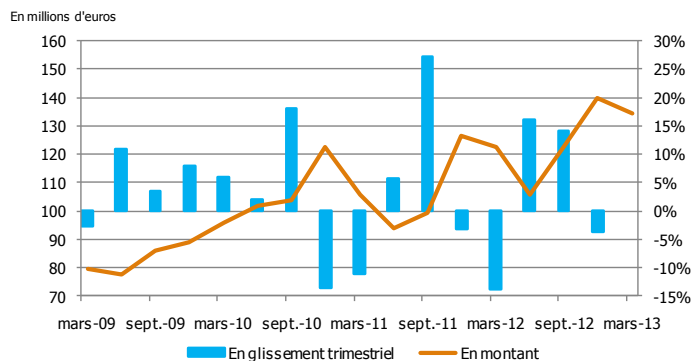


## Contraction des placements des entreprises

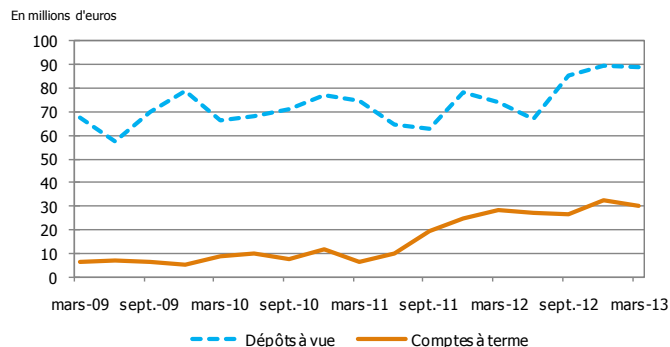
Après la vive progression du second semestre 2012 (respectivement +16,2 % et +14,1 % au troisième et au quatrième trimestre), **les actifs financiers détenus par les sociétés non financières** enregistrent un repli de 3,8 % en début d'année.

Affichant un encours en baisse de 10 % au premier trimestre (soit -5 millions d'euros), **les placements indexés sur les taux du marché** tirent la tendance vers le bas. Sur un an, cependant, les actifs financiers des entreprises maintiennent une progression importante (+9,9 %, soit +12,1 millions d'euros).

Evolution des actifs financiers des entreprises



Evolution des principales composantes des placements des entreprises



## Baisse des placements des autres agents

**Les placements des autres agents** (qui rassemblent les administrations publiques locales, les administrations centrales et de sécurité sociale ainsi que les sociétés d'assurance et fonds de pension) enregistrent un recul important au premier trimestre (-25,7 %, soit -17,2 millions d'euros), en raison d'un retrait de liquidités détenues par un organisme local. La collecte globale s'établit à 49,6 millions d'euros au 31 mars 2013, majoritairement détenue sous forme de dépôts à vue (80 %).

### MÉTHODOLOGIE

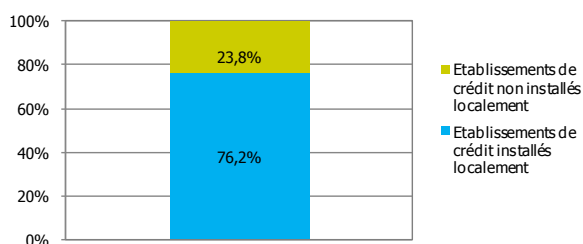
- L'ensemble des données concernent des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

# TABLEAUX STATISTIQUES

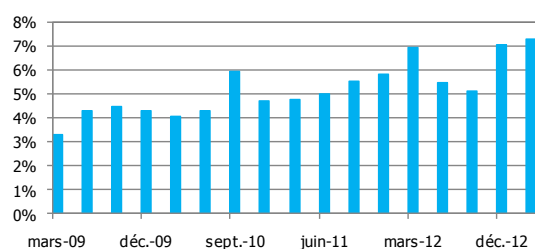
## Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 trim	1 an
<b>Entreprises</b>										
Crédits d'exploitation	52,3	44,2	25,4	34,9	34,9	36,7	34,6	33,2	-3,9%	-4,9%
<i>Créances commerciales</i>	4,7	2,8	2,2	2,9	3,7	3,4	3,1	2,4	-22,8%	-18,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	20,8	19,3	16,4	24,3	25,0	27,3	24,7	24,2	-1,9%	-0,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	3,9	5,2	4,4	3,9	3,1	3,8	3,4	3,0	-12,2%	-21,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	26,1	21,4	6,8	7,6	6,2	6,1	6,8	6,6	-2,6%	-13,0%
<i>Affacturage</i>	0,7	0,7							-	-
Crédits d'investissement	169,1	171,0	195,9	174,1	174,0	206,2	221,2	218,6	-1,2%	25,6%
<i>Crédits à l'équipement</i>	158,3	163,1	191,8	171,6	171,8	204,3	219,5	217,1	-1,1%	26,5%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	8,3	8,1	6,5	6,3	5,4	5,8	5,8	5,6	-2,7%	-9,8%
<i>Crédit-bail</i>	10,8	8,0	4,0	2,5	2,2	1,9	1,7	1,5	-11,3%	-39,4%
Crédits à l'habitat	56,0	51,0	48,7	47,2	47,9	57,0	50,8	55,1	8,4%	16,9%
Autres crédits	2,1	2,7	2,4	1,7	1,6	1,4	0,9	0,7	-27,4%	-60,3%
<b>Encours sain</b>	<b>279,4</b>	<b>268,9</b>	<b>272,3</b>	<b>257,8</b>	<b>258,3</b>	<b>301,3</b>	<b>307,5</b>	<b>307,6</b>	<b>0,0%</b>	<b>19,3%</b>
<b>Ménages</b>										
Crédits à la consommation	117,8	116,2	111,8	115,3	114,0	113,2	112,2	111,3	-0,8%	-3,4%
<i>Crédits de trésorerie</i>	108,4	106,9	105,9	109,5	108,7	107,5	107,0	106,6	-0,3%	-2,6%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	4,2	4,2	3,9	4,4	4,2	4,7	4,4	3,9	-10,1%	-11,6%
<i>Crédit-bail</i>	5,3	5,1	2,0	1,3	1,2	1,0	0,8	0,7	-13,3%	-45,0%
Crédits à l'habitat	99,3	108,2	122,4	132,9	133,9	136,1	145,4	143,8	-1,1%	8,2%
Autres crédits	0,1	0,1					0,0	0,0	-	-
<b>Encours sain</b>	<b>217,2</b>	<b>224,4</b>	<b>234,2</b>	<b>248,1</b>	<b>247,9</b>	<b>249,4</b>	<b>257,6</b>	<b>255,1</b>	<b>-1,0%</b>	<b>2,8%</b>
<b>Collectivités locales</b>										
Crédits d'exploitation	30,1	16,6	6,0	10,5	23,3	6,6	8,0	10,5	30,2%	-0,6%
<i>Crédits de trésorerie</i>	27,3	8,5	0,7	5,0	15,1			5,0	-	-
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	2,8	8,1	5,4	5,5	8,2	6,6	8,0	5,5	-31,9%	-0,7%
Crédits d'investissement	109,2	147,1	154,8	162,0	154,4	154,8	163,1	161,8	-0,8%	-0,1%
<i>Crédits à l'équipement</i>	109,1	147,0	154,8	162,0	154,4	154,8	163,1	161,8	-0,8%	-0,1%
Autres crédits	16,7	8,5	8,6	2,2	1,6	1,6	0,6	0,6		-71,2%
<b>Encours sain</b>	<b>156,0</b>	<b>172,2</b>	<b>169,5</b>	<b>174,7</b>	<b>179,3</b>	<b>162,9</b>	<b>171,8</b>	<b>172,9</b>	<b>0,6%</b>	<b>-1,0%</b>
<b>Autres agents</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>42,3</b>	<b>71,1</b>	<b>69,6</b>	<b>53,3</b>	<b>52,9</b>	<b>42,6</b>	<b>42,1</b>	<b>42,1</b>	<b>0,1%</b>	<b>-21,0%</b>
<b>TOTAL</b>										
<b>Encours sain</b>	<b>694,8</b>	<b>736,6</b>	<b>745,6</b>	<b>734,0</b>	<b>738,4</b>	<b>756,2</b>	<b>779,0</b>	<b>777,8</b>	<b>-0,2%</b>	<b>6,0%</b>
<i>dont ECNIL</i>	187,8	212,3	212,0	177,7	175,9	175,9	181,2	185,4		
Créances douteuses brutes	23,2	27,9	31,6	47,6	36,2	35,2	49,4	50,9	2,9%	6,9%
<i>Créances douteuses nettes</i>	15,4	16,7	18,8	30,5	19,6	20,2	31,4	31,7	1,0%	3,9%
<i>(dt) Entreprises</i>	10,2	10,6	3,9	16,5	13,8	13,5	22,8	22,8	-0,1%	37,9%
<i>(dt) Ménages</i>	4,6	5,7	2,9	6,0	5,9	6,7	6,8	7,5	10,0%	25,9%
Provisions	7,8	11,3	12,8	17,0	16,6	15,0	18,0	19,1	6,2%	12,4%
<b>Encours brut total</b>	<b>718,0</b>	<b>764,6</b>	<b>777,2</b>	<b>781,6</b>	<b>774,7</b>	<b>791,4</b>	<b>828,5</b>	<b>828,7</b>	<b>0,0%</b>	<b>6,0%</b>
<i>Taux de créances douteuses</i>	3,2%	3,7%	4,1%	6,1%	4,7%	4,4%	6,0%	6,1%	+0,1 pt	0,0 pt
<i>dont ECIL</i>	3,3%	4,1%	4,7%	6,9%	5,4%	5,1%	7,0%	7,3%	+0,3 pt	+0,4 pt
<i>Taux de provisionnement</i>	33,5%	40,3%	40,4%	35,8%	45,8%	42,6%	36,4%	37,6%	+1,2 pt	+1,8 pt

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



## Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	mars-09	mars-10	mars-11	mars-12	juin-12	sept-12	déc-12	mars-13	1 trim	1 an
<b>Sociétés non financières</b>	<b>79,5</b>	<b>96,0</b>	<b>105,9</b>	<b>122,5</b>	<b>105,6</b>	<b>122,6</b>	<b>139,9</b>	<b>134,6</b>	<b>-3,8%</b>	<b>9,9%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>67,7</b>	<b>66,4</b>	<b>74,5</b>	<b>74,0</b>	<b>67,1</b>	<b>85,1</b>	<b>89,4</b>	<b>89,2</b>	<b>-0,3%</b>	<b>20,5%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>11,6</b>	<b>29,4</b>	<b>31,2</b>	<b>48,3</b>	<b>38,4</b>	<b>37,3</b>	<b>50,3</b>	<b>45,3</b>	<b>-9,9%</b>	<b>-6,3%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	351,7%	225,9%
Placements indexés sur les taux de marché	11,6	29,4	31,2	48,3	38,4	37,3	50,3	45,3	-10,0%	-6,4%
<i>dont comptes à terme</i>	6,4	9,0	6,7	28,3	27,1	26,6	32,6	30,4	-6,7%	7,5%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	2,1	2,0	12,8	7,4	6,7	5,1	5,1	5,0	-0,3%	-32,2%
<i>dont certificats de dépôt</i>	3,2	18,4	11,8	12,6	4,6	5,6	12,6	9,8	-22,2%	-22,2%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>	<b>-2,2%</b>	<b>0,4%</b>
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0%	0,5%
<b>Ménages</b>	<b>181,6</b>	<b>193,8</b>	<b>208,4</b>	<b>217,9</b>	<b>221,4</b>	<b>220,8</b>	<b>223,3</b>	<b>225,9</b>	<b>1,2%</b>	<b>3,7%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>59,0</b>	<b>59,8</b>	<b>62,8</b>	<b>60,6</b>	<b>63,2</b>	<b>62,8</b>	<b>61,9</b>	<b>64,1</b>	<b>3,5%</b>	<b>5,7%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>81,7</b>	<b>76,8</b>	<b>83,9</b>	<b>93,7</b>	<b>94,7</b>	<b>94,0</b>	<b>96,2</b>	<b>95,0</b>	<b>-1,2%</b>	<b>1,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	65,5	68,8	75,6	83,0	83,1	83,8	86,1	87,0	1,0%	4,9%
<i>dont livrets ordinaires</i>	59,0	54,0	61,1	64,3	63,5	63,6	63,3	62,9	-0,6%	-2,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	3,2	6,4	10,3	13,8	15,0	15,2	17,6	18,6	5,5%	34,5%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	1,3%	10,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	5,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-18,2%	13,9%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,8	0,9	13,9%	115,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	3,0	2,9	3,7	4,2	3,9	4,2	4,2	4,4	5,2%	5,2%
Placements indexés sur les taux de marché	16,2	7,9	8,2	10,7	11,6	10,3	10,0	8,0	-20,6%	-25,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	14,9	6,7	7,4	9,3	10,5	9,2	9,4	7,4	-21,0%	-20,1%
<i>dont bons de caisse</i>	0,7	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-66,7%	-44,4%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,6	0,9	0,6	1,4	1,1	1,0	0,6	0,5	-10,7%	-62,1%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>41,0</b>	<b>57,3</b>	<b>61,7</b>	<b>63,6</b>	<b>63,5</b>	<b>63,9</b>	<b>65,2</b>	<b>66,8</b>	<b>2,4%</b>	<b>5,1%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	12,6	11,1	18,0	20,1	20,6	21,0	22,1	22,7	3,0%	13,4%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,2	4,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0%	-61,8%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,5	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-10,3%	-20,5%
<i>dont actions</i>	0,1	0,3	1,0	0,7	0,4	0,5	0,2	0,2	26,7%	-69,3%
<i>dont obligations</i>	0,1	0,5	0,3	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	-0,9%	20,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	3,6	4,6	5,8	5,6	5,6	6,0	6,3	6,6	5,5%	18,2%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	24,4	36,0	36,4	36,4	36,1	35,5	35,9	36,5	1,5%	0,0%
<b>Autres agents</b>	<b>74,0</b>	<b>75,4</b>	<b>58,4</b>	<b>66,2</b>	<b>62,6</b>	<b>65,3</b>	<b>66,7</b>	<b>49,6</b>	<b>-25,7%</b>	<b>-25,1%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>29,4</b>	<b>32,8</b>	<b>27,1</b>	<b>60,0</b>	<b>55,4</b>	<b>57,5</b>	<b>58,4</b>	<b>39,5</b>	<b>-32,4%</b>	<b>-34,1%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>31,3</b>	<b>29,3</b>	<b>31,0</b>	<b>6,0</b>	<b>6,8</b>	<b>7,5</b>	<b>8,1</b>	<b>9,9</b>	<b>22,8%</b>	<b>65,2%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	1,7	3,0	3,6	3,2	3,2	4,8	5,4	8,8	64,3%	177,1%
Placements indexés sur les taux de marché	29,6	26,3	27,4	2,8	3,6	2,7	2,7	1,1	-59,5%	-61,1%
<i>dont comptes à terme</i>	28,3	25,9	27,4	2,8	3,6	2,7	2,7	1,1	-59,6%	-61,2%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>13,3</b>	<b>13,3</b>	<b>0,2</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,3</b>	<b>0,2</b>	<b>-33,6%</b>	<b>-35,3%</b>
<b>Total actifs financiers</b>	<b>335,1</b>	<b>365,3</b>	<b>372,7</b>	<b>406,6</b>	<b>389,6</b>	<b>408,7</b>	<b>430,0</b>	<b>410,1</b>	<b>-4,6%</b>	<b>0,9%</b>
<b>Dépôts à vue</b>	<b>156,1</b>	<b>159,1</b>	<b>164,4</b>	<b>194,5</b>	<b>185,7</b>	<b>205,5</b>	<b>209,8</b>	<b>192,7</b>	<b>-8,1%</b>	<b>-0,9%</b>
<b>Placements liquides ou à court terme</b>	<b>124,6</b>	<b>135,4</b>	<b>146,1</b>	<b>148,0</b>	<b>139,9</b>	<b>138,9</b>	<b>154,5</b>	<b>150,2</b>	<b>-2,8%</b>	<b>1,4%</b>
Comptes d'épargne à régime spécial	67,2	71,8	79,2	86,2	86,3	88,6	91,5	95,9	4,8%	11,2%
<i>dont livrets ordinaires</i>	60,1	56,0	63,9	66,9	66,2	67,9	67,8	67,8	0,0%	1,3%
<i>dont livrets A et bleus</i>	3,6	7,1	11,1	14,4	15,5	15,7	18,4	19,5	6,0%	35,1%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,1	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	1,3%	10,3%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	5,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	-18,2%	13,9%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,2	0,3	0,3	0,4	0,4	0,5	0,8	0,9	13,9%	114,5%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	3,0	2,9	3,7	4,2	3,9	4,2	4,2	4,4	5,2%	5,2%
Placements indexés sur les taux de marché	57,4	63,6	66,9	61,9	53,6	50,2	63,0	54,3	-13,8%	-12,2%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	49,6	41,7	41,5	40,4	41,2	38,5	44,7	38,9	-12,9%	-3,7%
<i>dont bons de caisse</i>	0,9	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-66,7%	-44,4%
<i>dont certificats de dépôt</i>	3,2	18,4	11,8	12,6	4,6	5,6	12,6	9,8	-22,2%	-22,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	3,7	3,2	13,4	8,8	7,8	6,1	5,7	5,6	-1,4%	-36,8%
<b>Epargne à long terme</b>	<b>54,4</b>	<b>70,8</b>	<b>62,1</b>	<b>64,0</b>	<b>64,0</b>	<b>64,3</b>	<b>65,7</b>	<b>67,2</b>	<b>2,3%</b>	<b>4,9%</b>
<i>dont plans d'épargne logement</i>	12,6	11,2	18,2	20,3	20,9	21,2	22,3	22,9	2,5%	12,7%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,2	4,3	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0%	-61,8%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,5	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	-10,3%	-20,5%
<i>dont actions</i>	0,2	0,4	1,1	0,8	0,6	0,6	0,3	0,3	13,4%	-58,0%
<i>dont obligations</i>	13,3	13,8	0,3	0,5	0,7	0,7	0,7	0,7	-0,9%	20,3%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	3,7	4,7	5,9	5,7	5,6	6,1	6,3	6,7	5,4%	18,0%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	24,4	36,0	36,4	36,5	36,1	35,5	35,9	36,5	1,5%	0,0%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : Y. MAYET  
Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : juin 2013